



**HAL**  
open science

## Synthèse des séminaires "Recherches actions, recherches collaboratives, recherches participatives", Maison des Sciences de l'Homme Paris Nord

Marianne Hérard

► **To cite this version:**

Marianne Hérard. Synthèse des séminaires "Recherches actions, recherches collaboratives, recherches participatives", Maison des Sciences de l'Homme Paris Nord. 2021. hal-03406012

**HAL Id: hal-03406012**

**<https://hal.science/hal-03406012v1>**

Submitted on 27 Oct 2021

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

Synthèse des séminaires

## **Recherches actions, recherches collaboratives, recherches participatives**

Maison des Sciences de l'Homme Paris Nord

**Marianne Hérard<sup>1</sup>**

*Ce document a bénéficié de la relecture attentive d'Agnès Deboulet et Marion Carrel. La MSH Paris Nord les en remercie.*

### **Introduction**

---

La MSH Paris Nord est une unité de service et de recherche (USR 3258). Elle impulse, accueille et valorise la recherche en sciences humaines et sociales. Elle est rattachée aux universités Paris 8, Sorbonne Paris Nord et au CNRS.

Elle joue un rôle pivot dans l'interdisciplinarité en conduisant et en soutenant des activités de recherche interdisciplinaires structurées autour de 4 axes : Arts, industries de la culture création ; Corps santé et société ; Mondialisation, régulation, innovation ; Penser la ville contemporaine. Elle accueille les activités de projets de recherche sous la forme d'un appel à projets annuel sur ses axes et accompagne des projets d'un haut niveau scientifique répondant aux trois critères de l'interdisciplinarité, de l'interinstitutionnalité et de l'internationalité prescrits par la charte du Réseau national des Maisons des Sciences de l'Homme. Conformément à ses missions, elle cherche à favoriser également l'émergence de problématiques et méthodologies originales renouvelant objets, approches et paradigmes sur ses axes de recherche. A ce titre, elle est ouverte aux recherches-actions, recherches participatives et collaboratives.

Outil au service des tutelles et du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche, elle fédère les acteurs de la recherche et noue des partenariats avec des acteurs sociaux, économiques culturels locaux. Ainsi, elle a lancé un appel à projets annuel sur le thème « Fabriquer la ville par l'art et la culture ? » avec l'Établissement public territorial Plaine Commune, et a collaboré avec des collectivités dans divers programmes (Observatoire Rupture Jeunesse et Remédiations, recherche contributive...). Ses missions consistent également à diffuser ses résultats auprès de la communauté scientifique, des acteurs socio-culturels et économiques et de la population. Enfin, la MSH Paris Nord accueille trois Groupements d'Intérêt Scientifique (structure qui fédère la recherche dans un domaine précis, rassemblant plusieurs laboratoires de recherche sur une thématique) : l'Institut du genre, le Gis démocratie et participation et le Gis gestes, groupe d'études sur le travail et la santé au travail. Ainsi, la MSH Paris Nord est un lieu de synergie important.

---

<sup>1</sup> Marianne Hérard, responsable des programmes scientifiques et de la valorisation à la MSH Paris Nord, chercheuse associée à l'équipe Alter (UMR Lavue).



de construire une réflexion commune sur l'engagement djihadiste et plus largement sur les phénomènes de rupture (avec le monde adulte et institutionnalisé) qui touchent la jeunesse et les processus subjectifs qui s'y jouent. L'enjeu est de renouer une interlocution avec ces jeunes et de dessiner avec eux les contours d'un autre possible. La MSH Paris Nord accueille également dans ses murs l'association APPUII qui apporte du soutien et de l'expertise aux habitants dans les projets de rénovation urbaine et en général des contextes urbains jugés problématiques par les habitants. En effet si la concertation institutionnelle est omniprésente dans les projets urbains, les habitants ne sont pas réellement impliqués par les porteurs de ces projets, et n'ont pas toujours la possibilité de faire valoir leurs avis. APPUII soutient et répond à une demande habitante, en renforçant sa capacité d'action, en rendant accessible des outils et des savoir-faire, et en mobilisant des expertises au sein d'un réseau national d'acteurs. Ses membres ont des compétences et profils divers : enseignants-chercheurs, professionnels des métiers de la ville, étudiants, militants associatifs et habitants de quartiers populaires<sup>5</sup>. Les activités d'Appuii sont en lien avec l'axe 4 de la MSH Paris Nord « Penser la ville contemporaine » qui étudie, entre autres, les phénomènes de métropolisation. Aujourd'hui, notre unité est partenaire avec l'association Appuii d'un projet ANR Co-polis (co-production sociale de la ville et recherches citoyennes. Regards croisés sur les quartiers populaires et précaires en France et au Brésil)<sup>6</sup>, porté par l'UMR Lavue et le LAB'HAB et dont les responsables sont Agnès Deboulet et J. Sette Whitakher.

En soutenant et participant à des projets et recherches partenariales, la MSH Paris Nord effectue ce qu'elle considère être de la « valorisation native » selon l'expression d'un ancien directeur de la MSH Paris Nord, Alain Bertho. En effet, il est considéré que les partenariats entre acteurs scientifiques et acteurs non scientifiques pour l'élaboration de recherches communes constituent une forme de valorisation de la recherche, non pas en termes de transfert de savoirs, mais en termes de co-production de savoirs. Ainsi, la valorisation se pense en amont de la recherche scientifique et non pas seulement en aval par la diffusion ou le transfert des connaissances scientifiques. Cette position est également soutenue aujourd'hui par la nouvelle directrice de l'unité, Anne Sèdes. Reconnaître la valorisation native implique que des crédits dédiés à la valorisation soutiennent les recherches en co-production des savoirs - dont le rôle doit être éclairci et reconnu cependant – ce à quoi se destine, à un niveau modeste, la MSH Paris Nord avec ce document.

Notons pour finir qu'en 2017, la MSH Paris Nord a été partenaire avec le Lisra<sup>7</sup> d'une journée de travail intitulée « Espaces d'émancipation collective et de transformation sociale » pour réfléchir à la posture d'acteur-chercheur dans les recherches-actions. Il s'agissait de permettre aux différents acteurs d'une recherche-action de documenter et de légitimer la posture d'acteur-chercheur, de dégager et de réfléchir à leurs propres référentiels en tant qu'outils d'expertise et d'évaluation répondants aux besoins sociétaux.

Ainsi, progressivement, la MSH Paris Nord est devenue un lieu identifié de soutien mais aussi de réflexion de ce type de recherche. En 2019, elle a mis en place des séminaires avec le Lisra, le Gis démocratie et participation<sup>8</sup> et le Lavue (laboratoire auquel sont rattachés plusieurs chercheurs liés à

---

<sup>5</sup> Lien vers le site <https://appuii.wordpress.com/> et vers un article rédigé par une universitaire, un professionnel et un militant : Agnès Deboulet & Maxime Poumerol & Mohamed Ragoubi, « Une association aux côtés des habitants : faire valoir le droit à la ville », *Métropolitiques*, 22 novembre 2018.

URL : <https://metropolitiques.eu/Une-association-aux-cotes-des-habitants-faire-valoir-le-droit-a-la-ville.html>

<sup>6</sup> <https://copolis.hypotheses.org/>

<sup>7</sup> Laboratoire d'Innovation Sociale par la Recherche-Action.

<sup>8</sup> <https://www.participation-et-democratie.fr/>

la MSH Paris Nord) afin de faire un descriptif raisonné des expériences de recherches-actions, collaboratives, participatives, dans le département de Seine Saint-Denis, mais également de faire ressortir, à travers la diversité des pratiques, ce qui différencie, mais surtout ce qui relie. L'exposé des expériences avait également pour ambition d'avancer sur deux questions épistémologiques :

- Quels critères de validation de ce que l'on produit ?
- Comment le valider comme connaissance ?

Les séminaires croisaient la présentation d'une expérience de recherche-action ou recherche collaborative en Seine Saint-Denis avec l'intervention d'un chercheur ou d'une chercheuse ayant une expertise sur les recherches-actions et recherches collaboratives. (Voir le programme en annexe).

Le document présenté ici entend faire un bilan subjectif et non une synthèse exhaustive de ces séminaires. Il traitera des questions soulevées au départ des séminaires et de questions apparues au fil des séances, notamment celles des apports de ces recherches et leurs difficultés, voire leurs nœuds. En conclusion, quelques pistes seront ouvertes pour poursuivre le travail. Nous examinerons notamment une possible articulation aux communs – autre thématique transversale de recherche de la MSH Paris Nord. Certaines des expérimentations qui ont été exposées lors de ces séminaires seront présentées dans le document, et ce pour plusieurs raisons. D'abord, plusieurs d'entre elles ont été financées par la MSH Paris Nord dans le cadre de son AAP. Ensuite, elles ont l'avantage de faire ressortir l'ancrage territorial et la valeur ajoutée qu'elles produisent sur le territoire. En effet, comme le dit Abou NDiaye, chercheur qui a participé au séminaire, c'est la richesse créée « *sur et pour le territoire qui doit faire école* ». A cet égard, signalons que la MSH Paris Nord est implantée sur un site appartenant à l'origine à l'intercommunalité Plaine Commune et cédé au ministère de l'enseignement supérieur. A l'époque Patrick Braouezec, ancien président de Plaine commune, Jacques Ralite, ancien maire d'Aubervilliers et ancien ministre de la culture, souhaitaient que la MSH Paris Nord aide, par ses recherches, à mieux comprendre le territoire, ses dynamiques et ses inégalités.

Le GIS Démocratie et Participation et la Fondation de France ont mis en place un Prix de la recherche participative en 2019<sup>9</sup> afin d'évaluer les apports de ces recherches et susciter un dialogue autour de leurs potentialités démocratiques. Les séminaires mis en place à la MSH Paris Nord et le document présenté ici en sont une autre occasion, modeste.

---

<sup>9</sup> <https://www.participation-et-democratie.fr/prix-de-la-recherche-participative>

## I. De quoi parle-t-on ?

Il existe une grande diversité de ce type de recherche : recherches-actions, recherches collaboratives, participatives, contributives, impliquées... Le vocabulaire n'est pas vraiment fixé. Cependant, les expériences se multiplient et donnent une nouvelle jeunesse à des pratiques parfois anciennes, qu'il convient d'interroger.

Suivant les recherches, les rôles et les tâches entre acteur.es et chercheur.es se répartissent différemment et il existe différentes finalités et méthodes.

Maité Juan, post-doctorante au Gis Démocratie et Participation en 2019, a réalisé une synthèse sur les recherches participatives qui a fait l'objet d'un article dans la revue *Sociologie du travail*.<sup>10</sup> Elle distingue 3 grandes finalités :

- **La transformation sociale** : Il s'agit d'accroître le pouvoir d'agir de populations qui subissent des inégalités, parfois dans une perspective militante et politique de réduction de ces inégalités<sup>11</sup>. Les acteurs non chercheurs sont souvent très impliqués dans le processus de recherche et bien souvent d'un bout à l'autre : construction des questionnements et des problématiques, recueil et analyse, production de résultats, choix en terme de valorisation. Les recherches concernées sont les recherches-actions, recherches-actions participatives dont certaines visent l'expérimentation (ex Rues marchandes à lire plus bas). Ce type de recherche prend en compte la diversité des savoirs (expérientiels, professionnels, scientifiques...) et entend questionner les standards de la production scientifique : remise en cause des critères traditionnels de scientificité (validation, protocoles, etc.), critique des rapports de hiérarchie et de domination dans la production de connaissances...

- **La transformation de l'agir professionnel** : L'enjeu est celui d'une réflexivité critique des professionnels et une amélioration de la gestion des organisations. Les domaines étudiés concernent : le travail social, l'économie sociale, la sociologie des organisations, le management et les sciences de gestion, les sciences de l'éducation<sup>12</sup>. On parle de recherches collaboratives. Le rôle des personnes concernées dans le processus de recherche est plus restreint. Cependant, peuvent être mises en place des recherches-actions collaboratives pour permettre par exemple aux travailleurs sociaux d'intégrer des compétences de recherche, d'acquérir de nouveaux savoir-faire et des capacités analytiques, mais également une émancipation des professionnels les plus vulnérables. De la même manière, les recherches partenariales et collaboratives désignent un ensemble vaste de recherches associant chercheurs et praticiens des milieux professionnels ou acteurs de la société civile, afin de nourrir « *des processus de collaboration, de médiation, de partage de connaissances, voire idéalement de co-construction* » de connaissances.

---

<sup>10</sup> Maité Juan, « Les recherches participatives à l'épreuve du politique », *Sociologie du travail* [En ligne], Vol. 63 - n° 1 | Janvier-Mars 2021, mis en ligne le 01 mars 2021, consulté le 06 octobre 2021. URL : <http://journals.openedition.org/sdt/37968> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/sdt.37968>

Lien vers la synthèse « Recherches participatives, enjeux et actualités » <https://www.participation-et-democratie.fr/system/files/2019-11/Les%20recherches%20participatives%20-%20enjeux%20et%20actualite%CC%81%200.pdf>

<sup>11</sup> Exemples France : Contrast-CapDroits ATD Quart monde, RAP Partenariat solidarité famille, Limoilou, Aequitaz-Carrefours des savoirs, Réseau Semences Paysannes, Hadeapas, Rues marchandes, méthode Repère autour de l'agroécologie, ECOLOCAL, Science participative autochtone : initiative Hydrological Monitoring of Andean Ecosystems Projet Chez-soi Montréal Projet ÉQUISANTÉ (Québec) Projet LIENSSS (Québec), Incubateur universitaire *Paroled'excluEs* (Canada) RAP Moose Factory – tourisme autochtone.

<sup>12</sup> Exemples MAG Association Espoir, CRISES.

- **Démocratisation de la science** : L'idée est de faire participer les citoyens-usagers à des étapes circonscrites et limitées du processus scientifique pour donner accès et promouvoir la science. Les tâches attribuées sont celles de la récolte des données (réalisation d'observations, de mesures, d'échantillonnages), de la production de diagnostics et parfois de la conduite avec les scientifiques des analyses pour enrichir des bases de données.<sup>13</sup> Les tâches sont ainsi limitées et quasi entièrement pilotées et validées par des chercheurs. On parle souvent de recherche participative, de recherche citoyenne.

Comme l'indique également Maité Juan dans sa synthèse, toutes ces recherches interrogent la neutralité axiologique et ont en commun d'être considérées comme étant moins conformes, moins légitimes que les recherches classiques. Les questions qu'elles génèrent sont les suivantes : quels sont leurs critères de légitimité ? Qu'est-ce que ces recherches essaient de faire émerger ? Qui contrôle la recherche ? Quel est le statut pour le savoir produit ? Ces recherches se heurtent à la crainte d'une perte de scientificité et à une frilosité voire un rejet de certaines institutions vis-à-vis du questionnement de ce qui fait science ou de ce qui fonde l'expertise. On leur reproche également une dimension militante qui prendrait le pas sur la recherche. Ces recherches génèrent également leurs propres questionnements : Quelles sont les formes de division du travail ? Quelle assignation des places ou des rôles ? Les assignations reproduisent-elles les positions ? A quel stade de recherche intervient le chercheur ? Quels sont les savoirs actionnables ? Comment favoriser l'expérimentation ?

Toutes visent d'une manière ou d'une autre à transformer les rapports sciences/société, à « *transformer la société (amélioration des conditions concrètes d'existence, accès aux droits de populations marginalisées, démocratisation des politiques publiques, perfectionnement des pratiques professionnelles d'intervention sociale, etc.), la science (démocratisation de la science, pluralisation des systèmes de connaissance, ébranlement des standards scientifiques dominants, questionnement des critères d'objectivité, apport de nouvelles connaissances, etc.). (...) Elles ne peuvent être réduites à des simples partenariats fructueux entre sphères académique, professionnelle et citoyenne : elles sont traversées par des rapports de pouvoirs : lutte contre les inégalités, volonté de changer les standards de la production scientifique, mais aussi instrumentalisation reproduction des positions sociales...* »<sup>14</sup>.

---

<sup>13</sup> Exemples BioLit (Programme national sur la biodiversité du littoral) BESTMILITT (Suivis Bénévole et Scientifique des contaminations microbiologiques du littoral d'Oléron), Programme CiTIQUE (Inra) PartiCitaE : Participation Citadine à l'observation de l'environnement.

<sup>14</sup> p.23.

## II. Discussions et éléments de réponse par rapport aux questions de départ

### A. Quels critères de validation de ce que l'on produit ?

Les séminaires se sont confrontés à cette question difficile des critères de validation de ce qui est produit, puisque les critères scientifiques ne s'appliquent pas dans leur totalité. Une difficulté semble être que **toute validation comporte une dimension située**. Les recherches sont en effet situées et contextualisées notamment du point des rapports sociaux qui les affectent. Elles dépendent des relations entre acteurs et chercheurs qui ont été institués, mais aussi de l'adaptation des protocoles, du contexte, du collectif, du commun de la recherche construit localement et singulièrement et ce de façon plus ou moins conflictuelle parfois. Le contexte territorial joue également. En outre, le savoir produit est très localisé et très singulier. Dans le cas de la recherche scientifique, l'académie donne la légitimité, qui permet le passage du singulier au « général ». Comment faire dans le cas des recherches-actions, collaboratives, participatives ?

Une autre question apparaît : quelle est la nature du savoir produit ? Yves Bonny<sup>15</sup> distingue : être en recherche, se mettre en recherche et faire de la recherche scientifique. Selon lui, tout le monde peut se mettre en recherche, être chercheur (il reconnaît l'importance de la catégorie d'acteur-chercheur), sans faire pour autant de la recherche scientifique. Pour lui, faire de la recherche scientifique est spécifique : cela requiert une socialisation longue, une maîtrise des protocoles. Cependant, il considère que la recherche peut produire différentes formes. Il convient de pluraliser la notion de recherche. Les recherches (collaboratives, recherches-actions...) constituent d'après lui une forme sociale de la recherche. Concernant la validation des savoirs produits, d'autres lieux de validation doivent être développés. Une pluralité des formes doit exister. Pour Anne Gilet<sup>16</sup>, ce qui est produit est scientifique également sous certaines conditions.

Les discussions ont fait émerger que si toute validation est située, néanmoins **un socle commun** pourrait émerger. Marion Carrel<sup>17</sup> estime en effet que la question des critères d'évaluation est un enjeu majeur. Des critères éthiques, comme celui de l'équilibre entre les différents acteurs dans ce type de recherche, doivent voir le jour. Selon elle, il faut également prendre en compte comme critère les effets que ces recherches produisent sur les individus. Les critères doivent évaluer également le processus de recherche mis en place, sa faisabilité.

Néanmoins, d'autres questions se posent : qui doit faire émerger ce socle ? Comment le produire ? Pour certains, il ne s'agit pas d'attendre une prise en main et une reconnaissance de l'extérieur qui ne viendront pas. Un accord entre acteurs de ce type de recherche doit voir le jour.

En effet, **toute validation est instituée**. Les connaissances scientifiques ont, elles, en partage une validation par les pairs et par les comités de lecture des revues. La connaissance scientifique est reconnue et établie par les pairs. En ce sens, pour Benjamin Coriat<sup>18</sup>, la recherche scientifique constitue un commun. Les connaissances produites par les recherches (actions, collaboratives, participatives...) ne forment que virtuellement un commun. Il n'existe pas de commun sans institution du commun.

<sup>15</sup> Maître de conférences en sociologie, université Rennes 2, intervenant lors du premier séminaire (voir annexe).

<sup>16</sup> Cnam Lise-CNRS, intervenante lors du 4<sup>e</sup> séminaire.

<sup>17</sup> Professeure de sociologie à Lille / CeRIES co-directrice du Gis Démocratie et Participation hébergé à la MSH Paris Nord et co-organisatrice du séminaire mensuel.

<sup>18</sup> Professeur émérite d'économie, coordonnateur d'axe à la MSH Paris Nord et spécialiste des communs.



Comment procéder à l'institutionnalisation ? Comment l'échange de savoirs peut-il se cristalliser en commun ?

Notons par exemple qu'interrogée sur les critères qu'elle souhaiterait voir instituer, Louise Roux<sup>19</sup> qui a expérimenté un théâtre participatif *in situ*<sup>20</sup> sur une friche répond : la mobilisation des gens du territoire (et précise que dans le cas de Montjoie Saint-Denis !, c'est un semi échec et un questionnement) ; les collaborations avec le territoire (là c'est une réussite : un pont a été créé entre toutes petites associations, un lycée, la MSH Paris Nord, l'université Paris 8...) ; l'augmentation de la fréquentation de l'Espace imaginaire (la friche en question) ; et enfin la capacité du lieu à faire commun, sans oublier le contentement des artistes et la fierté de faire du théâtre *in situ*.

## B. Comment le valider comme connaissance ?

Ce qui est produit lors des différentes recherches (actions, collaboratives, participatives...) peut prendre différentes formes selon les contextes. Cela va en effet du fanzine<sup>21</sup> (dans le cadre de la recherche « En rue »), à l'écriture collective et réflexive<sup>22</sup>, en passant par la cartographie (recherche menée avec l'association Appuii), des articles publiés dans une revue créée à cet effet (revue Agencements<sup>23</sup>), des représentations théâtrales participatives éphémères et *in situ* dans le cas de recherche création participative.... Maité Juan dans sa synthèse mentionne la production multiple du projet CapDroit : un livret de plaidoyer intitulé « Capacités civiles et contraintes légales : Accompagner un changement de regards et de pratiques », une tribune manifeste « Tou.te.s vulnérables ! Tou.te.s capables ! », la co-écriture d'articles, des diaporamas et mises en images ainsi que des participations à des colloques.

Comment valider ces résultats comme connaissance ? Comment traiter du passage du singulier au « général » ? Comment assurer la mise en débat plus globale puisqu'on ne passe pas par la publication de la recherche ? Pour Pascal Nicolas-Le Strat<sup>24</sup>, il existe un enjeu à réussir des dispositifs de mise à l'épreuve : *montée* en abstraction, théorisation. Ces savoirs ont en effet des choses à se dire, à être mis en relation. Or, pour l'instant, la mise en relation repose sur l'économie de la motivation. Pour sa part, le chercheur a créé la revue Agencements (à laquelle indique-t-il on reproche de publier ses propres travaux). Les *Fabriques de sociologie*, financées pour partie par la MSH Paris Nord, tentent également à leurs façons de constituer du réseau. Marion Carrel estime que la publication et notamment la publication collaborative est moyen central. L'exercice n'est pas facile, mais il constitue une réponse pertinente. Dans le cas de la recherche avec ATD, elle indique que l'écriture collaborative a été possible uniquement avec les professionnels d'ATD Quart Monde, mais malheureusement pas avec les personnes en situation de pauvreté.

---

<sup>19</sup> Chercheuse, pédagogue et dramaturge, intervenante lors du troisième séminaire.

<sup>20</sup> Où la création part du lieu, est destinée au lieu, n'a pas vocation à être jouée ailleurs.

<sup>21</sup> A ses origines, le fanzine est une publication créée par des amateurs passionnés, des « fans », autour d'un objet culturel. Au cours du 20e siècle, cet objet banal s'est hybridé, se libérant en partie de sa dimension passionnelle pour devenir un média alternatif ancré dans les cultures populaires. Depuis peu, le fanzine apparaît dans le milieu universitaire comme un outil de recherche et de communication scientifique. Pour davantage d'informations, se reporter au projet ACAZINE, porté par Samuel ETIENNE (École Pratique des Hautes Études) - Gérome GUIBERT (Université Sorbonne Nouvelle) - Pascal NICOLAS-LE STRAT (Université Paris 8 Vincennes Saint-Denis) et soutenu par le campus Condorcet en 2020 qui étudie le fanzine comme outil de recherche académique.

<sup>22</sup> <https://injep.fr/publication/recherche-action-et-ecriture-reflexive-la-pratique-innovante-des-espaces-comme-levier-de-transformation-sociale/>

<sup>23</sup> <https://www.editionsducommun.org/products/revue-agencements-n-4-decembre-2019>

<sup>24</sup> Sociologue et professeur en sciences de l'éducation, université Paris 8, intervenant lors du cinquième séminaire.

L'enjeu de la diversification des formats réside également dans le fait que la production de savoirs ne reste pas cantonnée dans le champ de la connaissance normative (production d'un article par un chercheur au terme de la recherche ou d'un rapport de recherche) comme le note Hugues Bazin<sup>25</sup>. Si l'on peut comprendre que le chercheur veuille faire valider son travail par ses pairs, car ces derniers ne prennent en compte que les données scientifiques, parfois, le chercheur ne prend pas la peine de travailler à d'autres formes de production de savoirs. Or, l'objectif est aussi de cristalliser la coopération dans un écrit, de laisser une trace de la coopération. Il est également de faire récit et histoire, sachant que l'histoire est officielle. En outre, travailler à un écrit en coopération apporte de l'attention et considération aux acteurs engagés. Pascal Nicolas-le Strat<sup>26</sup> explique que les étudiants qui ont mené la recherche « En rue » avec lui ont restitué leur carnet de recherche, et que l'un d'eux, en thèse, a eu l'idée de créer un fanzine, dont les fonctions sont multiples : restitution du travail mené et celui restant à faire, (création de jardin commun, atelier de couture, vente de rue, constructions collectives et interconnaissance à faire), un outil de communication, un outil d'attention (rendant compte également indirectement que la recherche en elle-même apporte déjà de l'attention et de la considération) mais également un outil d'intervention et qui fait recherche. « *Le fanzine invite les habitants à bricoler la science avec nous* ».

Ainsi différentes questions sont soulevées : Quel est le statut des productions ? Quelle reconnaissance de la connaissance produite ? Par qui ? Comment construire un commun organisé pour la faire valider par des pairs ? Que devient la production des savoirs ?

### **III. Les questions qui ont émergé : apports et difficultés de ces recherches**

---

<sup>25</sup> Chercheur indépendant en sciences sociales, fondateur du Laboratoire d'Innovation Sociale par Recherche-Action (LISRA), co-organisateur des séminaires et intervenant lors du premier et du septième séminaire.

<sup>26</sup> Sociologue et professeur en sciences de l'éducation à l'université Paris 8.

## **A. Les apports**

- **Les apports pour la recherche elle-même**

Ce type de recherche donne aux chercheurs la possibilité de mener des recherches le plus souvent en interdisciplinarité, en partenariat, et en croisement des savoirs. Les chercheurs acquièrent ainsi de nouvelles compétences. Le croisement des savoirs engage en effet des recherches « avec » et non pas « sur ». L'interdisciplinarité implique la création d'un langage commun. D'une manière générale, des compétences analytique, relationnelle, d'adaptabilité, de projet sont développées. Selon Yves Bonny, le chercheur a tout à gagner à exercer une pluralité des formes de recherches. Il ne devrait pas avoir à choisir entre la recherche académique et « l'autre recherche » ou forme sociale de la recherche comme il la nomme. L'enjeu est de tenir les deux formes de recherche.

A un autre niveau, ces recherches permettent une réflexivité de l'institution sur ce qui pourrait la faire évoluer : qu'est-ce que faire recherche en SHS aujourd'hui ? Quelle place de la co-production des savoirs ? Quel rôle de l'université dans la société aujourd'hui ? Quel rôle du chercheur ? Yves Bonny indique que l'institution accepte déjà que le chercheur ait différentes postures et produise différents types écrits : parfois le chercheur est savant, parfois, il prend la posture de l'intellectuel. Ce ne sont pas les mêmes positions, ni le même statut des productions écrites. Ainsi, le chercheur, c'est aussi la façon dont l'institution le pense et la façon dont elle se pense. L'institution n'est pas monolithique. Elle a des marges de manœuvre. Elle pourrait très bien intégrer la « forme sociale de la recherche », accepter ses productions en leur donnant un statut spécifique.

Cependant, dans l'attente d'un bouger de l'institution, le chercheur doit-il développer ce type de recherches à l'extérieur, être en autonomie, se demande Pascal Nicolas-le-Strat ? Ne faut-il pas au contraire tenter de ré-instituer ? Après avoir opté pour la première solution, il pense désormais qu'il convient d'essayer de faire bouger l'académie de l'intérieur. Une hypothèse ambitieuse à son endroit doit être formulée. Il propose de faire vivre et déployer un commun autour de ce type de recherches. Il s'est ainsi risqué à faire un pas de côté en créant la revue « Agencements » à qui on reproche de publier ses propres textes. Selon lui, lors de chaque expérience, il faut poser la question : Qu'est-ce que chaque expérience ré-institue de l'université et qu'est-ce qu'on invente ? Les sciences sociales doivent se risquer. Un possible doit être ouvert du point de vue de l'académie.

De la même manière, concernant l'action, Yves Bonny pense qu'elle ne doit pas être extérieure à l'université. Une épistémologie politique doit certes être engagée dès lors plus globalement. Celle-ci doit redistribuer les rapports entre sciences et société et traiter désormais des sciences en société. La séparation entre d'un côté les sciences, et de l'autre la société, devient caduque. Ainsi, l'institution est interpellée de l'intérieur. Elle doit reconnaître la sociologie impliquée (et non pas engagée - car il ne s'agit pas de faire du militantisme) où la question de l'action est toujours en projet, visée. La neutralité n'existe pas.

- **Les apports pour la société**

L'exposé des expériences d'Hugues Bazin (recherche-action avec des récupérateurs vendeurs) et d'Abou NDiaye<sup>27</sup> (recherche-action avec des mécaniciens de rue) identifient des différences méthodologiques au niveau de la commande. Dans le premier cas, il s'agit d'auto-saisissement, dans

---

<sup>27</sup> Sociologue, directeur d'études, ARESS/FMSH-Paris, intervenant lors du deuxième séminaire.

le dans le deuxième cas, d'une commande dans le cadre du PIA<sup>28</sup>. Dans le premier cas, tous les acteurs ont été impliqués dans l'ensemble du processus de recherche, dans le deuxième cas, les acteurs sont intervenus seulement au moment de l'enquête. Néanmoins, ces deux expériences ont en commun d'avoir créé de l'attention et du lien avec des populations que les élus ne peuvent/ne veulent pas instaurer. En effet, la plupart des institutions ne savent pas et/ou ne souhaitent pas travailler avec certaines populations qu'elles invisibilisent et dont elles répriment le plus souvent les activités. Les recherches engagées apportent au contraire indirectement, et en soi, de l'attention, de la considération. En effet, en étudiant et documentant l'activité, elles mobilisent l'expertise des intéressés. En outre, elles s'intéressent aux parcours de vie et aux représentations, elles mettent en place une coopération. Ainsi, les recherches-actions ne visent pas uniquement un acte de transformation par des connaissances, elles ont indirectement et directement une utilité sociale : attention, lien social créés.

Ces recherches ont également une utilité permettant de faire bouger des lignes mentales de part et d'autres de la chaîne d'acteurs. Abou NDiaye explique que la recherche-action qu'il a menée auprès des mécaniciens de rue<sup>29</sup> a permis aux élus de changer de regard sur la mécanique de rue. Ils ont compris que ce qu'ils considéraient auparavant comme un problème pouvaient constituer une ressource (possibilité pour des habitants peu fortunés de faire réparer leur voiture ; les compétences de ces mécaniciens sont une ressource, les pièces détachées constituent une autre ressource).<sup>30</sup> Si les élus sont restés frileux, cependant, à s'engager dans une expérimentation, il est indéniable que leur vision de la mécanique de rue a changé. De leur côté, les mécaniciens de rue ont compris qu'ils portaient atteinte à la ressource et au bien commun en déversant de l'huile de moteur par terre au pied des immeubles. Ainsi, ces recherches permettent d'engager une démarche réflexive de tous les acteurs. Elles ouvrent à l'altérité, à la compréhension des points de vue de l'autre.

Enfin, ces recherches permettent à des acteurs très différents d'engager une démarche scientifique (construction d'un objet, problématique, déconstruction des préjugés...). Ce point est très important dans un contexte où la science, ses résultats, les vérités relatives qu'elle produit sont remis en cause par un nombre croissant d'individus.

Ainsi, si les innovations sociales concrètes, les expérimentations, les réalisations tangibles sont importantes et sont le but principal recherché, les recherches actions qui n'ont pu aboutir à des expérimentations jouent cependant un grand rôle, en termes de lien social. Ce travail invisible a une valeur sociétale.

Pour compléter ce rapide tour d'horizon, examinons d'autres impacts des recherches participatives repérés dans la synthèse de Maité Juan.

- Amélioration des conditions de vie et reprise de pouvoir sur ses conditions d'existence.
- Acquisition réflexive de compétences et savoirs mobilisés dans la vie quotidienne et/ou la pratique professionnelle : « savoirs actionnables ».
- Réduction des injustices épistémiques, déconstruction des préjugés et des stéréotypes.

---

<sup>28</sup> Le Programme d'investissements d'avenir (PIA) a été mis en place par l'État pour financer des investissements innovants sur le territoire, afin de permettre d'augmenter le potentiel de croissance et d'emplois. Le PIA intervient sur tout le cycle de vie de l'innovation et fait le lien entre la recherche publique et le monde de l'entreprise. <https://www.gouvernement.fr/le-programme-d-investissements-d-avenir>

<sup>29</sup> La mécanique de rue, longtemps appelée mécanique sauvage, désigne toutes les réparations automobiles informelles, on parle aussi de mécanique de plein air ou de mécanique ambulante.

<sup>30</sup> D'ailleurs, P. Braouezec, le président de Plaine Commune à l'époque de l'enquête, annonçait régulièrement qu'il souhaitait voir mettre en œuvre dans les villes de Plaine Commune ce type d'expérimentation.

- Politisation et contribution au débat public.
- Démocratisation de la science avec appropriation des savoirs scientifiques *versus* contribution à la construction de nouveaux systèmes de pensée et pluralisation des systèmes de connaissance : pluralisation des référentiels, questionnement de la normativité des savoirs scientifiques, transformation des cadres théoriques et des formes d'élaboration des protocoles.
- Renouveau des pratiques scientifiques plus que changement radical : le cas des plateformes numériques dans les sciences citoyennes.

## B. Difficultés

- **Le commun dans une recherche n'est pas aisé à construire.**

### *Se faire accepter*

« En Rue » est un projet urbain, citoyen, culturel et artistique, créé à l'initiative d'habitant-es des quartiers Guynemer et Jean Bart à Saint-Pol-sur-Mer (agglomération de Dunkerque) et, aujourd'hui, également actif dans le quartier Degroote à Tétéghem. Dans une perspective d'écologie urbaine et sociale, des chantiers « En Rue » sont organisés par des habitant-es, des architectes, des artistes et des éducateurs pour rééquiper les espaces publics et améliorer le cadre de vie de ces quartiers dont les bailleurs ne s'occupent plus, en s'appuyant sur les savoir-faire et les pratiques de chacun et en privilégiant le réemploi de matériaux et objets urbains déclassés. Une équipe de chercheur-es en sciences sociales, composée de Martine Bodineau, Louis Staritzky et Pascal Nicolas-Le Strat (réseau des Fabriques de sociologie et Territoires en expérience(s), axe du laboratoire Experice – Université Paris 8 Vincennes Saint-Denis) est associée à ce projet. Ils accompagnent, documentent la démarche, animent des permanences de recherche<sup>31</sup> et présentent leurs travaux sur un blog<sup>32</sup>. Pascal Nicolas-Le Strat indique que dans certains quartiers populaires, l'intervention a pu, au départ, provoquer une méfiance. Par exemple, lorsqu'il a été question d'accueillir des artistes en résidence dans un quartier, les habitants ont été réticents dans un premier temps, puis ils ont finalement accepté sous conditions. De la même façon la mise en place des permanences de recherche ont été sous conditions de faire un tour du quartier ensemble, de discussions pour trouver un commun qui permette de faire ensemble. Une collégialité a été mise en place, un collectif de recherche a été composé qui a affecté la recherche elle-même.

---

<sup>31</sup> S'inspirant des permanences à Bordeaux des architectes Patrick Bouchain et Sophie Ricard pour la rénovation de petites maisons ouvrières avec les habitants selon le principe du droit de l'habitant dans l'aménagement de son habitat.

<sup>32</sup> <https://www.youtube.com/watch?v=TPxrHroSziU>

## *Créer de la mixité*

Dans le cadre du projet recherche-crédation participatif sur la friche de *l'Espace imaginaire*<sup>33</sup> à la Plaine Saint-Denis, à deux pas de la MSH Paris Nord, et financé par la MSH Paris Nord, environ 80 personnes ont participé à la recherche-crédation participative<sup>34</sup> dont une majorité d'étudiants<sup>35</sup>, mais aussi des salariés (psychiatres, postiers, intérimaires, ouvreuses...) artistes amateurs habitant sur le territoire. Cependant, aucun habitant (hors amateurs) n'a été acteur et rédacteur dans la pièce malgré les appels à participation. Même si vingt entretiens ont été réalisés auprès d'habitants de Saint-Denis sur la thématique des Jeux Olympiques et dont les résultats ont servi à la dramaturgie. Faire participer les habitants à un projet participatif n'est pas simple, il est plus aisé en revanche de mettre en place des collaborations avec les acteurs associatifs, éducatifs. Le Centre de Loisirs du Landy a participé (pour une représentation jeune public) ; l'association « Déchets d'art », implanté localement, a réalisé les lanternes du spectacle, l'association « Mémoire vivante de la Plaine » a activement coopéré en apportant des connaissances historiques qui ont servi grandement la dramaturgie. La collaboration a aussi servi la scénographie : les lanternes ont été créées, on l'a dit, un menuisier habitant a construit la porte, les maçons de l'espace imaginaire ont construit des structures qui ont servi à la pièce. Si l'enjeu de croisement des savoirs a été une réussite<sup>36</sup>, un accroissement des connaissances pour les artistes-chercheurs et le groupe de participants a eu lieu (sur les représentations collectives du territoire et sur les enjeux de la pratique du théâtre *in situ*). Une question demeure : Comment réussir à créer la participation des habitants et ainsi mixer davantage les acteurs ?

## *Dissymétries et langage commun*

Maité Juan dans sa synthèse pointe également les difficultés de compréhension et d'appropriation des raisonnements de chacun, ainsi que certaines dissymétries. Cela a été le cas, note-t-elle, pour la recherche-action « *De la disqualification à la prise de parole en santé mentale. Recherche sur les conditions d'émergence, de reconnaissance et de prise en compte de la parole des personnes dites handicapées psychiques par les décideurs publics* », initiée par Advocacy France<sup>37</sup>. Cette recherche a associé des personnes volontaires (...) qualifiées de « chercheurs-acteurs », et des chercheurs professionnels. Il s'agissait d'explorer les difficultés rencontrées par les personnes dites handicapées psychiques dans leurs relations aux institutions (inclusion sociale, droits, discriminations, accès à la prévention et aux soins). La proposition de recherche a mis l'accent sur la nécessité de

---

<sup>33</sup> L'Espace Imaginaire est un lieu culturel géré collectivement. Association de type loi 1901, elle regroupe les personnes désireuses de participer à la vie du quartier de la Plaine-Saint-Denis ou du lieu. Le lieu est géré collectivement, et dont on peut avoir la clef en devenant co-gestionnaire.

<sup>34</sup> Dans la phase 2.

<sup>35</sup> Université Paris 8, Sciences-po Paris, Université Paris 3, ateliers clown de la Royal Clown Compagnie.

<sup>36</sup> Le décloisonnement entre artistes amateurs, étudiants, chercheurs, acteurs associatifs ou d'éducation a permis à chacun l'apport d'autres univers. Quels savoirs ont été échangés ? Les savoirs de la communauté éphémère : groupe acteurs, scénographie, costumes, communication... Savoirs faire « *habitants* » amateurs : exemple : un amateur du territoire parlait en langage des signes, on a utilisé cette situation dans le spectacle. Savoir-faire de l'espace imaginaire : la cantine de l'Espace imaginaire a été intégrée à la pièce, les œuvres d'un architecte présent sur le lieu ont été intégrées. Savoir-faire des associations : l'association Mémoire de la Plaine, Déchets d'arts... Leurs savoirs ont participé de la mise en scène et de la création.

<sup>37</sup> Association d'usagers en santé mentale, médico-sociale et sociale qui promeut une politique de santé citoyenne en faisant travailler ensemble les usagers et non-usagers de santé mentale (citoyens ordinaires et experts) sur un pied d'égalité.

mobiliser les savoirs d'expérience et la capacité d'interpellation des « usagers » de la psychiatrie ou de la santé mentale, afin de lutter contre leur cantonnement au statut de bénéficiaire. (...). Les chercheurs-acteurs ont participé à l'ensemble des phases de la recherche<sup>38</sup>. Cependant, cette approche exigeante de la participation des citoyens usagers a nécessité des dynamiques d'apprentissage et de formation pour réduire les écarts de connaissance (des lois, des droits...) et de langage (spécialisé, juridique...) et pour faire émerger un langage commun. Des entraînements sous forme de jeux de rôles ont également été mobilisés pour renforcer l'estime de soi des « chercheurs-acteurs » et préparer la conduite des entretiens. (...) Parfois, dans d'autres recherches, des outils sont utilisés pour structurer les modalités d'implications respectives. Maité Juan indique que des formes d'accompagnements très variées existent : modélisation et ingénierie participative, cartographie, supports artistiques et sensoriels, groupe de pairs (groupe de participants de même situation pour libérer la parole, pair-aidance<sup>39</sup>, animateurs associatifs ou consultants dotés de savoir-faire relationnels spécifiques, etc.).

Cependant, il faut savoir que certaines techniques sont critiquées : on reproche à la constitution de groupe de pair l'entre soi, qui vient, selon certains, mettre en question l'idée de partage, de collaboration.

### *Leadership*

Louise Roux, dans le cadre du projet théâtral participatif, explique que dans un premier temps, l'idée était de créer un collectif de théâtre consistant en une dilution des frontières et des compétences : tout le monde s'occupait de tout et les décisions étaient prises à plusieurs. Cependant, constituer un collectif à 60 s'est avéré très difficile. L'enjeu a été alors de dépasser le collectif par le collaboratif. A la différence du collectif, le collaboratif reconnaît les fonctions, en tant que savoir-faire singulier et autonome que le groupe s'approprie et enrichit, sans hiérarchie des fonctions. Le rassemblement collaboratif se veut un rassemblement conscient et égalitaire des artistes et techniciens aux bagages divers dont les connaissances deviennent biens communs et sont perméables. Néanmoins, des tensions sont apparues également. L'autonomisation des participants ne s'est pas réalisée, des tensions étaient présentes, engendrant une réflexion sur la notion de leadership. Au fil du temps et des spectacles (sur 2 ans), une évolution de la pratique collaborative a eu lieu avec l'affirmation du leadership assumé des chercheurs artistes. Le collectif s'en est trouvé « *transfiguré et transfigurant* ». Cependant, chaque expérience est différente et nécessite des conditions d'ajustement.

---

<sup>38</sup> Depuis la définition des objets de recherche à partir des problématiques vécues, la délimitation des terrains d'enquête, la co-élaboration des guides d'entretien et la réalisation de ces entretiens, la discussion des hypothèses d'investigation, l'interprétation et la validation collective des résultats et, enfin, la définition des modalités de valorisation et diffusion.

<sup>39</sup> Dans les secteurs de la psychiatrie ou du médico-social au Québec et en France, des pairs aidants certifiés sont apparus ce qui a suscité un ensemble de controverses. On a reproché une spécialisation de ces travailleurs et leur déracinement du vécu quotidien des participants-usagers. D'autre part a été questionnée leur nécessaire présence pour donner de la légitimité aux savoirs d'expérience.

- **Des expérimentations difficiles à mettre en place**

*La recherche-action sur la mécanique de rue*

Dans le cas de la recherche-action sur la mécanique de rue<sup>40</sup> dans deux quartiers à Stains en Seine Saint Denis, mais également dans le cas de recherches menées sur le même sujet dans deux autres villes de Plaine Commune, l'expérimentation s'est révélée impossible à mettre en place. Abou NDiaye, le chercheur de l'équipe, précise que pour la phase de la recherche de solutions, l'ensemble des partenaires (élus, cadres et techniciens, mécaniciens, chercheurs) étaient conviés. Si les chercheurs, les techniciens et les cadres ont été présents, en revanche, à chaque fois, les élus ont annulé leur participation. Avides des résultats, ils ne souhaitent pas s'impliquer dans les discussions collectives. A Stains, en 2016-2017, la réunion finale symbolique n'a jamais eu lieu. Les chercheurs ont été reçus séparément par les élus. La mise en place d'un garage solidaire, comme laboratoire, a été repoussée de peur d'un éventuel appel d'air. La municipalité de Stains souhaitait que les autres villes de Plaine Commune (l'Établissement Public Territorial) se lancent dans des initiatives similaires pour éviter de devenir le réceptacle d'un potentiel « appel d'air ». Abou NDiaye a bien tenté de tempérer ce fantasme de « l'appel d'air » en signalant que sur trois cents mécaniciens de rue à Stains, seulement cinquante étaient partants pour créer un garage solidaire. Aujourd'hui, la municipalité réfléchit à développer une plateforme de mobilité multiservices, avec une offre de réparation clinique mais aussi des solutions de mobilité moins impactantes pour l'environnement, des conseils et orientations en matière de mobilité, etc. avec un axe inclusion pour les mécaniciens de rue qui le souhaitent. D'autres solutions ont été co-élaborées à l'issue des enquêtes : 1) Une bonne partie des mécaniciens n'avaient pas de qualifications reconnues – a été alors envisagé un dispositif pour la validation des acquis de l'expérience ; 2) Certains des mécaniciens n'avaient pas d'autorisation de travail – un dispositif d'aide à l'obtention de papiers a été suggéré ; 3) Pour éviter le travail de la mécanique de rue à ciel ouvert en bas des tours qui salit l'espace public – il a été proposé en plus ou à côté de la mise en place un garage solidaire à coopérative, des micro ateliers coopératifs, eux-mêmes réunis sous forme coopérative. En effet, les mécaniciens veulent garder une maîtrise de l'outil de travail. Ainsi, bien que le programme du PIA ait été doté de fonds d'expérimentation, les élus n'ont pas souhaité lancer une expérimentation avant les élections de 2020. Il existe un décalage entre le temps politique, le temps des mécaniciens, celui les habitants et parfois le temps de la recherche.

*Les marchés de biffins*

Les récupérateurs vendeurs ou biffins récupèrent des objets délaissés dans les poubelles, les rues, les revalorisent parfois, et leur offrent une seconde vie en les revendant sur les marchés ou en

---

<sup>40</sup> En 2015/2016, Stains et Plaine Commune ont été lauréats du PIA (programme d'investissement d'avenir) ville durable et solidaire. Dans ce cadre, Stains et Plaine Commune ont monté un partenariat de recherche avec l'Université Paris 8, le laboratoire LAVUE et l'ARESS, réunissant 7 chercheurs autour de la mécanique de rue sur 2 quartiers de Stains. La recherche-action comportait un axe quantitatif et un axe qualitatif : plusieurs mois d'observation de terrain, des questionnaires passés auprès de 50 mécaniciens de rue et 100 familles, une trentaine d'entretiens individuels et des entretiens collectifs. Tout cela a permis de mettre en évidence un certain nombre d'éléments sur la mobilité et sur l'activité de mécanique de rue dans ces quartiers. Sur cette enquête, se reporter à l'article d'Abou Ndiaye & Agnès Deboulet & Khedidja Mamou, « La mécanique de rue : vertus cachées d'une économie populaire dénigrée », *Métropolitiques*, 9 mai 2019. URL : <https://metropolitiques.eu/La-mecanique-de-rue-vertus-cachees-d-une-economie-populaire-denigree.html>



marge des marchés. Au 19<sup>ème</sup> siècle, « biffin » était le nom des chiffonniers de Paris en argot. Le mot biffe a plusieurs sens, dont un qui sert à désigner le crochet qui était utilisé pour récupérer dans les poubelles. Rappelons que les chiffonniers ont été à l'origine du marché aux puces de Saint-Ouen et qu'ils avaient un statut leur permettant d'acheter et de revendre de façon légale. Comme l'explique Martine, biffine, « *en 2000 la biffe s'est beaucoup développée avec l'arrivée des Roms et des asiatiques. A partir de cette date, les biffins ont été très réprimés alors qu'avant ils ne l'étaient pas. Avant, ils étaient tolérés sur les marchés, le placier passait, demandait une pièce ou deux de façon symbolique et il te foutait la paix* ». Cependant, à partir des années 2000, : « *non seulement, on nous chassait des marges des marchés, mais en plus on jetait nos affaires à la poubelle. On a créé alors une association - Sauve qui peut - qui a obtenu la création d'un carré de biffins aux marges du marché aux puces de la Porte Montmartre. On a lutté. Puis, avec l'association Amélior on a obtenu le carré de Biffins en 2009 à la Croix de Chavaux à Montreuil* »<sup>41</sup>. Cependant, ces espaces sont très limités et ne permettent à tous de pouvoir s'installer et vendre. En 2014, le collectif « Rues marchandes » accompagné par le laboratoire Lisra (Laboratoire d'Innovation Sociale par la Recherche-Action) s'est constitué. Il est formé de récupérateurs-vendeurs, militants, chercheurs, créateurs, travailleurs sociaux, entrepreneurs, acteurs de l'économie sociale et solidaire, formateurs, citoyens ordinaires, etc. Il travaille à la reconnaissance et à la valorisation du statut socio-professionnel des biffins, à la mise en visibilité de ces travailleurs précaires dans l'espace public, au soutien aux initiatives d'économie populaire des territoires dans une perspective d'« écodéveloppement »<sup>42</sup>. Le collectif met ainsi en commun les compétences professionnelles, les parcours d'expérience et les ressources de chaque participant au sein d'ateliers qui se basent sur le partage du vécu des biffins (leurs rapports aux marchandises, aux techniques de vente, à la répression policière etc.) et sur des dynamiques de formation réciproque.

Cette démarche de recherche est celle de l'auto saisissement, on l'a dit. Elle ne s'inscrit donc pas dans une commande institutionnelle. Aujourd'hui, après une première phase de constitution du collectif, une deuxième de mise en place de ressources communes (dont le guide indigène et la recherche d'espaces pour des expérimentations), le collectif Rues marchandes, entre dans une troisième phase, celle où il est confronté à l'inertie et/ou la répression des pouvoirs publics. Le collectif fait face en effet à une réelle difficulté à trouver des espaces pour les marchés de biffins. Les institutions sous-estiment la dimension recherche et focalisent sur le stigmate des biffins. La dynamique de recherche est insuffisamment prise en compte par les collectivités. Une autre difficulté réside aussi dans le fait que certains biffins ne veulent pas entrer dans le champ de l'économie sociale et solidaire, rejettent le salariat. Des conflits sont apparus d'ailleurs à ce sujet avec l'association Amélior, car certains biffins et rues marchandes rejetaient l'économie classique. Martine, biffine, explique « *ce qui est proposé par les pouvoirs publics [des carrés de biffins trop rares ou la répression] ne me convient pas, donc je cherche. Je suis indépendante et libre. Et je veux le rester (...) C'est toujours le combat avec les mairies qui ne veulent pas que l'on soit en marge des marchés. Donc, on est obligé d'être à la sauvette. En Allemagne, les biffins peuvent s'installer en marge de marchés en payant 1 euro. Ils doivent également accepter une charte. En France, ils disent que cela n'est pas possible* ». D'une manière générale, les institutions soutiennent la logique hygiéniste et reprochent aux récupérateurs vendeurs de ne pas rentrer dans les cases de l'économie sociale et solidaire. Le collectif revient alors à l'expérimentation sociale informelle. Il est intervenu dans un squat à Aubervilliers. Il y

---

<sup>41</sup> Explication donnée lors du séminaire et dans le *Guide indigène de la ville* produit dans le cadre de la recherche-action soutenue par la MSH Paris Nord (Les biffins, récupérateurs vendeurs. Guide indigène de la ville, 2016, Rues marchandes).

<sup>42</sup> <http://recherche-action.fr/ruesmarchandes/>

a organisé un marché sans passer par des opérateurs. Cependant, le collectif ne se satisfait pas de travailler uniquement sur de l'infra légal. Ainsi, les recherches-actions engagées par le Lisra avec les récupérateurs vendeurs buttent sur l'expérimentation.

### *La recherche « En Rue »*

Dans le cadre de cette recherche, dans des quartiers populaires près de Dunkerque, les permanences architecturale/recherche/éducative<sup>43</sup> ont vu naître un collectif qui est devenu ainsi une sorte d'acteur politique de la ville menant des initiatives autonomes face à l'abandon du quartier par les bailleurs. Pendant un temps, la municipalité s'est ajustée, et a mis à disposition du collectif un bâtiment (appelé le Cube) où une menuiserie solidaire et une cuisine collective ont vu le jour, et de l'hébergement a été possible. Tous les espaces étaient gérés collectivement. Le lieu ne proposait pas d'activités traditionnelles et ne reproduisait pas le modèle des centres sociaux. Il fonctionnait uniquement pour répondre aux attentes des habitants qui pouvaient relever d'un commun urbain. En ce sens, il innovait. Cependant, suite aux élections municipales, la ville n'a plus souhaité mettre à disposition le lieu. Malgré tout, des permanences et des résidences de recherche avec le collectif « En Rue » perdurent. Encore une fois, il existe une différence de logiques et de temporalités entre le temps politique et le temps du projet collectif.

- **Une reconnaissance limitée de ce type de recherche par les institutions académiques**

Les institutions académiques reconnaissent de plus en plus le rôle de ce type de recherche et incitent les chercheurs à les pratiquer<sup>44</sup>. Cependant, paradoxalement, les résultats ne sont pas reconnus en tant que tels (voir *supra* sur les questions épistémologiques). Dans le domaine de la culture et des arts, Louise Roux note que si l'action culturelle participative est encouragée, on constate une dévalorisation de celle-ci, assimilée à du social et peu considérée comme de l'art. Un paradoxe apparaît alors : il y a une injonction à la démocratisation culturelle et à la participation, sans que cela entraîne une reconnaissance artistique. L'œuvre créée avec des amateurs est dévalorisée et non reconnue. De façon caractéristique, pour la pièce jouée sur l'Espace Imaginaire Montjoie ! Saint-Denis ! les tutelles, journalistes ou personnalités du monde du théâtre ne sont pas venus. En outre, une question se pose : comment valoriser une œuvre non-diffusable ? En effet, la diffusion est un critère de financement et de reconnaissance institutionnelle. Or, *l'in situ* n'a pas vocation à être exportée. Pour Louise Roux, il convient de redéfinir la place et le rôle de l'œuvre d'art confronté à la participation.

- **Se garder de l'utilitarisme et conserver une autonomie**

Pour Yves Bonny, si la question de l'action ne doit pas être extérieure à l'université, il faut se garder de tomber dans l'utilitarisme, l'urgence et la résolution de problème. Les dangers sont le modèle utilitariste et la technocratie. Selon lui, plus profondément, il faut travailler à changer les logiques sociales et non pas céder à l'utilitarisme. On l'a dit, Yves Bonny préconise la construction d'une

---

<sup>43</sup> Inspirées des permanences à Bordeaux des architectes Patrick Bouchain et Sophie Ricard pour la rénovation de petites maisons ouvrières avec les habitants, selon le principe du droit de l'habitant dans l'aménagement de son habitat.

<sup>44</sup> Les sciences participatives en France : Etats des lieux, bonnes pratiques et recommandations, 2016. Rapport élaboré à la demande des ministres en charge de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, sous la direction de François Houllier, Président-Directeur général de l'Inra et Président d'AllEnvi, AMI Mémoire et Résilience, 2021, AAP MSH Paris Nord, etc.

épistémologie politique pour considérer les sciences en société et mettre fin à la séparation entre d'un côté les sciences et de l'autre la société.

Maité Juan dans sa synthèse indique que les recherches « *émanant d'environnements variés courent le risque de cadrage bureaucratique ou de domestication de leur portée critique. [Au contraire] elles peuvent s'inscrire dans des démarches plus autonomes et communautaires, hors de l'université, dans le sillage des épistémologies féministes et postcoloniales. Dans ces cas encore, les recherches ne sont pas pour autant dépourvues de frictions conflictuelles ou de processus d'accaparement du pouvoir* ».

Agnès Deboulet<sup>45</sup> attire aussi l'attention sur le fait que les sciences sociales sont de plus en plus réduites à mettre au jour et accompagner les savoirs d'usage. Cela a envahi l'institution. La figure de l'habitant expert peut être pernicieuse. Comment garder une autonomie ? Autonomie vis-à-vis de l'institution, de l'épistémologie dominante et à un autre niveau des acteurs les uns-vis-à-vis des autres ?

- **A quel imaginaire adosser la co-production de savoirs ?**

Hugues Bazin attire l'attention sur le fait qu'auparavant, la production de savoirs était adossée à l'imaginaire de la société qui incluait les luttes ouvrières, le progrès social. Aujourd'hui, cela n'est plus opérant. Les gens s'interrogent sur l'utilité de la production de savoirs et de la coproduction de savoirs, ce qui, selon lui, est préoccupant. A quel imaginaire est adossée la co-production de savoirs ? Si le vide n'est pas comblé, le risque de la récupération par l'institution existe. Ces recherches pourraient devenir uniquement des outils de gestion ou/et une méthodologie de projets. On l'a dit, la figure de l'habitant expert est pernicieuse et certaines recherches en sciences humaines et sociales sont déjà récupérées par l'institution comme accompagnement des savoirs d'usages. Les savoirs d'usages ne doivent pas devenir les savoirs du micro trottoir. Le savoir critique, essentiel, est menacé. A quel imaginaire la co-production de savoirs nous renvoie-t-elle ?

Pour finir, examinons quelques nœuds de tensions au sein de ces recherches, pointés par Maité Juan dans sa synthèse :

- Le statut de la science et de l'objectivité : dépassement d'une conception scientiste et positiviste de la science *versus* dérive militante des recherches participatives ?
- Position des chercheurs : division entre les objectifs / les normatifs (question de la neutralité axiologique).
- Structuration de l'organisation à travers un protocole rigide *versus* cadres plus flexibles et mouvants.
- Mobilisation des groupes de pairs *versus* préférence pour des espaces d'échanges mixtes.
- Rémunération et formes de rétribution de la participation : travail ou bénévolat ? Question de l'indemnisation des personnes en situation de précarité ou vulnérabilité, reconnaissance du temps de travail des professionnels et chercheurs.
- Hiérarchies et rapports de pouvoirs entre les travailleurs sociaux et leurs bénéficiaires dans le processus de recherche.
- Propriété des résultats : partagée, collective ?
- Cadrage/domestication des recherches participatives par les commanditaires-financeurs.
- Instrumentalisation des acteurs *versus* instrumentalisation des chercheurs.
- Professionnalisation du travail pair.

---

<sup>45</sup> Professeuse d'anthropologie à l'université Paris 8 et co-organisatrice des séminaires.

## Conclusion

---

Les échanges au sein des séminaires ont mis en évidence que les recherches-actions ne sont pas un mode alternatif de la recherche, mais relèvent d'une nécessité de l'époque. Il convient de diversifier les formes de recherches et de reconnaître, à côté des recherches académiques, le rôle et les apports des recherches-actions, collaboratives et participatives. Selon Yves Bonny, une épistémologie politique doit voir le jour afin de considérer les sciences en société et engager de nouveaux rapports sociaux. L'institution est interpellée de l'intérieur. Quel rôle du chercheur aujourd'hui ? Quel rôle pour les sciences humaines et sociales, mais aussi les autres sciences ? Nous avons vu que les apports de ces recherches sont nombreux : cela permet aux chercheurs d'acquérir de nouvelles compétences, à l'institution de réfléchir sur elle-même ; une diversification des formes et formats de recherches est engagée. Pour la société, ces recherches apportent directement et indirectement de l'attention et de la considération à certaines populations considérées comme invisibles et/indésirables. Ces recherches créent du lien social (bien que leur rôle ne soit pas d'abord celui-là), elles permettent de mettre au jour de nouvelles formes de travail, d'économies de subsistance, une diversification des formes de démocratisation de la culture.... Cependant, ce type de recherche est confronté à de nombreuses difficultés (mixité, récupération, autonomie, reconnaissance, confiance...) dont il apparaît que certaines pourraient être résolues de l'intérieur si les acteurs qui les pratiquent réfléchissaient ensemble, se mettaient d'accord afin de construire un commun (socle de critères communs pour l'évaluation et la validation des connaissances, soutien à l'expérimentation...).

Comme l'indique Benjamin Coriat<sup>46</sup>, la recherche scientifique fonctionne, elle, comme un commun. La connaissance scientifique y est reconnue et établie par les pairs. Elle n'est ni juste ni fautive. Leurs critères varient d'une discipline à une autre, mais les connaissances scientifiques ont en partage cette validation par les pairs et par les comités de lecture de revue.

La présence de la thématique des communs est ancienne à la MSH Paris Nord. Introduite d'abord dans l'axe de recherche « Mondialisation, régulation, innovation », la thématique des communs irrigue désormais les autres axes : Arts, industries de la culture, création ; Corps, santé et société ; Penser la ville contemporaine. Les communs s'entendent comme la gestion partagée de ressources (forêts, chemins, eau, connaissances, numérique...) qui prennent de multiples formes : logiciel libre, gestion partagée de friches urbaines, accès aux médicaments... Les communs constituent aujourd'hui un champ de recherche et un lieu de débats dynamiques et importants. Ils accompagnent des problématiques prioritaires pour la MSH Paris Nord : écologie, santé, création, espace public... Les 03 et 04 décembre 2020, la MSH Paris Nord a organisé un colloque intitulé Sociétés et savoirs : quelle place pour la fabrique des communs ?<sup>47</sup> Les recherches-actions, collaboratives, participatives ont beaucoup à apprendre des communs et des articulations aux communs pourraient être trouvées. En effet, les connaissances produites par ce type de recherche (recherches-actions, participatives, collaboratives...) ne forment que virtuellement un commun. En effet, le commun est institué. Il n'existe pas de commun sans institution du commun. Comment procéder à l'institution ? Comment l'échange

---

<sup>46</sup> Il a publié de plusieurs ouvrages sur les communs « L'anthropocène et le bien commun » Les liens qui libèrent, 2020 ; Le retour des communs, Les liens qui libèrent, 2015 ; Vers une république des biens communs (coord.), LLL, 2018.

<sup>47</sup><https://www.mshparisnord.fr/event/colloque-societes-et-savoirs-quelle-place-pour-la-fabrique-des-communs/>

de savoirs peut-il se cristalliser en commun ? Que peuvent apporter les problématiques des communs aux recherches collaboratives, actions, participatives... ? Quelles articulations possibles ?

### **1<sup>ère</sup> articulation possible**

Les communs pourraient constituer le récit, l'imaginaire auquel adosser les recherches-actions collaboratives, participatives. Comme le faisait remarquer Hugues Bazin, le changement social tel qu'il s'énonçait auparavant ne fonctionne plus (lutttes ouvrières, lutte de classe, progrès social). Certaines recherches sont sous-tendues par les luttes féministes et postcoloniales. Cependant, beaucoup de gens semblent s'interroger encore sur l'utilité de la production de savoirs et de la coproduction de savoirs. Laisser cette question ouverte fait courir le risque de la récupération par l'institution de ces recherches comme outil de gestion ou méthodologie de projet. Dans quelle mesure les communs ne pourraient pas arrimer ce type de recherche ? Lors du colloque organisé par la MSH Paris Nord sur les communs, Stéphanie Leyronas de l'Agence Française de Développement a bien montré comment les communs faisaient récit désormais, même si l'opérationnel était plus compliqué à suivre. Les communs (et non plus seulement le bien commun), ce sont des ressources communes gérées collectivement et localement sur un espace circonscrit. Cela pourrait avoir du sens dans le cas de la mécanique de rue, la récupération/vente...

### **2<sup>e</sup> articulation possible**

De nombreuses expérimentations (reconnues ou non), mécanique de rue à Stains, marché de biffins, portent les germes d'une gestion partagée d'une ressource commune. Les déchets ne sont-ils pas une ressource commune ? Les compétences des mécaniciens de rue constituent-elles pas une ressource (savoir-faire), en elles-mêmes, à conserver ? Comment organiser l'économie de subsistance en commun ? Comment reconnaître et organiser ces nouvelles formes de travail en respectant le souhait de ceux qui refusent le salariat et qui souhaitent rester libre ? Comment accompagner le passage ? Mais s'agit-il de le faire ?

### **3<sup>e</sup> articulation possible**

Ana Sofia Alvarado, lors du colloque sur les communs, traitait de la notion juridique « d'usage civique » dans le cas d'une expérience de communs en Italie : l'occupation d'un théâtre à Naples. L'intervenante indiquait que cette occupation s'était appuyée sur la notion juridique d'usage civique qui, en droit, accorde un droit de jouissance d'un espace à la condition qu'il soit démontré que l'occupation apporte des améliorations à l'espace. Dans quelle mesure la notion d'usage civique ne pourrait pas être réfléchie, étendue aux ressources communes identifiées par les recherches-actions, collaboratives, participatives ? Dans quelle mesure la ressource identifiée (la compétence des mécaniciens de rue, le travail des biffins) ne serait pas source de droit ? Dans quelle mesure cela ne permettrait-il pas aux biffins d'avoir un statut comme autrefois les chiffonniers en avaient un ? En outre, cela pourrait aussi être incarné dans un lieu dans la ville et ouvrir là encore à la notion d'usage civique : lieu de dépôt des objets, lieu de marché... Enfin, l'ancrage territorial, la dimension locale et territorialisée s'en trouveraient renforcés (valeur ajoutée de ces recherches pour le territoire).

### **4<sup>e</sup> articulation possible**

Enfin, le croisement des savoirs peut être pensé comme un commun au sens où la connaissance produite (la ressource) est un produit collectif et géré collectivement, ce qui n'est pas d'ailleurs sans créer des tensions dans la production même de la recherche, comme l'ont révélé

plusieurs des expériences. Ne convient-il pas de faire émerger un commun pour ce type de recherche (recherches-actions, participatives, collaboratives...) ?

## **Annexes**

---

## Séminaires recherches-actions et recherches collaboratives

### Présentation et calendrier



La MSH Paris Nord, le Gis Démocratie et Participation, le Lisra, le Lavue (UMR 7218) mettent en place, à partir du mois d'avril 2019, un séminaire mensuel sur les recherches-actions. Son objectif est de faire un descriptif raisonné des expériences dans ce champ, dans le département du 93, avec l'enjeu de faire ressortir, à travers la diversité des pratiques, ce qui différencie, mais surtout ce qui relie. L'exposé des expériences a également pour ambition d'avancer sur deux questions épistémologiques :

- Quels critères de validation de ce que l'on produit ?
- Comment le valider comme connaissance ?

Les séminaires croiseront la présentation d'une expérience de recherche-action dans le 93 avec l'intervention d'un chercheur ayant une expertise sur les recherches-actions et les recherches collaboratives.

#### 16 avril de 17h00 à 20h00 MSH Paris Nord - salle 413

**Hugues Bazin et le collectif "Rues Marchandes"**, Laboratoire d'innovation sociale par la recherche-action (Lisra) : *Les récupérateurs-vendeurs de rue, recherche-action sur une économie populaire et les conditions d'organisation d'un collectif d'acteurs-chercheurs*

**Yves Bonny**, maître de conférences en sociologie, université Rennes 2 : *Les formes sociales de la recherche-action : une perspective d'épistémologie politique et de sociologie impliquée*

#### 14 mai de 17h00 à 20h00 MSH Paris Nord - salle 414

**Abou NDiaye**, Directeur d'études, ARESS/FMSH-Paris : *La mécanique de rue : le politique à l'épreuve de l'économie populaire*

**Claire Simonneau**, urbaniste, ingénieur de recherche CNRS, UMR Géographies-Cités, *Habitat et urbanisme au prisme des communs. Réflexions issues d'expériences de recherche et d'enseignement*

#### 25 juin de 17h00 à 20h00 MSH Paris Nord – salle panoramique

**Louise Roux**, chercheuse, pédagogue et dramaturge : *Processus de création participatif et collaboratif sur la friche de l'espace Imaginaire à Saint-Denis*

**Maité Juan**, docteure en sociologie, chargée de mission Gis Démocratie et participation : *Quelles finalités des recherches participatives ?*



**24 septembre de 17h00 à 20h00 MSH Paris Nord - Salle panoramique**

**Catherine Robert**, enseignante au lycée Le Corbusier à Aubervilliers, coordinatrice du dispositif anthropologie pour tous : *L'expérience de l'Anthropologie pour tous*

**Anne Gillet**, Cnam Lise-CNRS, *Recherches partenariales et collaboratives*

**15 Octobre de 17h00 à 20h00 MSH Paris Nord - salle panoramique**

**Pascal Nicolas-Le Strat**, sociologue et professeur en sciences de l'éducation, université Paris 8 : *Faire recherche en permanence : une expérience de "permanence recherche" à Saint-Denis et à Dunkerque - ET Romain Leclerq, Sylvain Adam et Nicolas Fonty, porteurs de projets MSH Paris Nord : *Carte-son : documenter, relier et développer des initiatives d'urbanisme critique à Saint-Denis.**

**Catherine Neveu**, Directrice de recherche au CNRS : *La question de l'engagement dans les recherches-actions*

**15 novembre 09h00-11h00- MSH Paris Nord - amphithéâtre**

Présentation des travaux des équipes lauréates du **Prix de la recherche participative** de la Fondation de France organisé par le GIS Démocratie et Participation.

**19 novembre de 17h00 à 20h00 MSH Paris Nord – salle panoramique**

**Hugues Bazin et des acteurs chercheurs**, Laboratoire d'innovation sociale par la recherche-action (Lisra) : *Recherche-action sur des territoires en déprise et les conditions d'une recherche collaborative entre recherche instituante et instituée*

**Mehdi Farzad**, directeur du Collège Coopératif de Paris : *Réflexion sur la posture d'acteur-chercheur et la formation par la recherche-action*

**10 décembre de 17h00 à 20h00 MSH Paris Nord – Salle panoramique REPORTÉ EN RAISON DE LA GRÈVE CONTRE LES RETRAITES, PUIS ANNULÉ EN RAISON DE LA LUTTE CONTRE LA LOI DE PROGRAMMATION DE LA RECHERCHE ET LA CRISE SANITAIRE**

**Marion Carrel**, maîtresse de conférences en sociologie à Lille et *al* (CNAM, ATD quart Monde) : *A propos de l'espace collaboratif sur les recherches en croisement des savoirs avec des personnes en situation de pauvreté*

**Benoit Hazard**, anthropologue, chargé de recherche au CNRS : *Atelier gilets jaunes* (à confirmer)

\*\*\*\*\*

**Comité d'organisation** : Agnès Deboulet, Marion Carrel, Marianne Hérard, Hugues Bazin, Pascal Nicolas-Le Strat.